

*Initiatives ministérielles*

Le projet de loi a été présenté le 26 juin mais, comme il n'était pas considéré comme urgent, il n'a pas été mis en discussion avant le congé parlementaire de l'été. Lorsque nous sommes revenus, le 26 septembre je crois, le gouvernement s'est rendu compte que le projet de loi était si mal rédigé qu'il ne pourrait même pas être mis en application. Il l'a donc retiré et, le lendemain, il a présenté le projet de loi dont nous sommes maintenant saisis.

Il s'est donc passé 152 jours entre le moment où le gouvernement a contrevenu à la loi en ne versant pas les fonds nécessaires pour un programme législatif et la date où il a présenté le projet de loi censé corriger cette omission. Huit jours se sont écoulés depuis, durant lesquels l'opposition a passé huit heures à débattre le projet de loi, et le gouvernement a l'audace de nous accuser de faire traîner les choses en longueur et de priver les agriculteurs des fonds nécessaires alors qu'il a non seulement contrevenu à la loi mais qu'il s'est abstenu pendant 152 jours de présenter de projet de loi valide.

C'est ce genre de chose que les agriculteurs d'un bout à l'autre du pays, dont de nombreux conservateurs, trouvent inacceptable et qui les met en colère contre le gouvernement. Je crois toutefois qu'il commence à s'en rendre compte et c'est pourquoi le ministre dit est attristé.

Je voudrais bien l'entendre discuter de la question avec mes collègues. Si le gouvernement permettait l'adoption de cet amendement, ce serait un moyen de donner de l'argent très vite aux agriculteurs, si nous ne voulons pas débattre ce projet de loi davantage, en suivant toutes les étapes du processus, l'envoi en comité, l'adoption en troisième lecture et l'étape du rapport, la proclamation, puis l'établissement des rouages bureaucratiques nécessaires à l'application de ce projet de loi.

• (1240)

Sinon, même si tout va bien, cela nous mènera probablement au jour de l'An. En fait, s'il se passe la même chose que pour les paiements versés aux victimes de la sécheresse, il faudra bien attendre jusqu'en mars ou avril avant que tous les mécanismes ne soient en place, étant donné le bilan du gouvernement. Nous pourrions débloquer ces crédits dès demain si le gouvernement permettait l'adoption de cet amendement. Mes collègues de ce côté-ci de la Chambre approuveraient immédiatement, j'en suis certain, les 27 millions de dollars et le budget des dépenses supplémentaires, comme nous l'avons fait en

juin pour le programme d'aide aux victimes de la sécheresse afin de donner cet argent aux agriculteurs. Je suis sûr d'avoir l'appui des députés de ce côté-ci de la Chambre pour ce genre d'initiative. Je demande au ministre de prendre sérieusement en considération cette proposition.

Le ministre a déployé également des efforts considérables pour placer ce projet de loi dans le contexte de la politique fiscale générale du gouvernement, à savoir la nécessité de lutter contre le déficit en faisant assumer aux agriculteurs une part de la réduction du déficit dans notre pays. Mais encore une fois, il se contredit complètement. Tout d'abord, il s'est vanté d'une part, que depuis l'année dernière le gouvernement a dépensé 3 milliards de dollars pour le secteur agricole, ce dont il est très fier, mais d'autre part il déclare que ces 27 millions de dollars, qui sont vitaux maintenant pour donner de l'argent liquide à un grand nombre d'agriculteurs et pour permettre aux organismes de commercialisation de fonctionner d'une côte à l'autre, doivent absolument être réduits, et cela immédiatement. Cette attitude est absolument incohérente.

L'autre raison qu'a donné le ministre c'est qu'il est nécessaire de réduire le déficit parce que ce sont les taux d'intérêts élevés qui sont fatals aux agriculteurs. C'est l'une des rares occasions où j'étais, en fait, d'accord avec lui. Je le félicite de sa perspicacité, car les taux d'intérêt sont effectivement fatals aux agriculteurs.

C'est vrai, mais c'est une assertion plutôt ironique de la part d'un ministre qui n'hésite pas à appuyer le gouverneur de la Banque du Canada, lui qui, faisant fi de l'opinion presque unanime des experts et des analystes de la conjoncture, des banquiers et de tout le monde—la plupart des amis du gouvernement—s'entête à imposer au Canada des taux d'intérêt beaucoup plus élevés que nécessaire. D'ailleurs, en refusant catégoriquement de considérer l'opportunité de modifier la politique des taux d'intérêt, le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada sont en train d'étrangler tous les secteurs économiques, pas seulement l'agriculture.

Je ne comprends pas comment le ministre peut dire qu'il faut absolument faire cette compression de 27 millions de dollars afin de réduire les taux d'intérêt quand, en réalité, c'est la politique de son gouvernement qui est à l'origine de la flambée des taux d'intérêts au Canada. De plus, si les taux d'intérêt le tracassent à ce point, pourquoi encourage-t-il le gouvernement à imposer la nouvelle taxe de vente?